



26 janvier : mobilisons-nous

Pour des salaires et des carrières de qualité et sans précarité

Question à 100 balles : de combien va être l'augmentation du point d'indice après négociation au printemps 2016 ?

Réponse : sans mobilisation des fonctionnaires, ce sont eux qui la financeront. Comment ?

De deux façons :

► par l'augmentation de la cotisation retraite des fonctionnaires de + 0.40% en 2016 soit *grosso modo* 400 millions prélevés sur la rémunération indiciaire des trois versants de la Fonction publique ;

► par la suppression des réductions d'ancienneté d'échelon annuelles, soit *grosso modo* 400 millions prélevés sur la rémunération indiciaire de tous les fonctionnaires.

N'oublions pas que 1% d'augmentation du point d'indice c'est environ 1 milliard en année pleine, à quoi on doit rajouter l'effet sur certaines primes. Si le point d'indice a perdu 5% par rapport à l'inflation depuis le blocage du point d'indice de juillet 2010, l'essentiel de cette perte a eu lieu sous la présidence Sarkozy, l'indice INSEE passant de 120.02 en juin 2010 à 124.73 en mai 2012, soit 4% de pertes.

La politique d'austérité et de déflation du président Hollande a contribué à une faible inflation depuis, l'indice INSEE passant de 124.73 en mai 2012 à 126.03 en décembre 2015 soit près de 1% en tout, et de 0.2 à 0.3% en 2015 après rien en 2014 (125.02 en décembre 2012, 125.82 en décembre 2013, 125.81 en décembre 2014).

Ce que s'apprête à faire le gouvernement est très clair, il compte sortir du gel du point d'indice à moindre frais, en s'appuyant sur la très faible inflation des deux dernières années, et en faisant financer cette augmentation faible par la suppression en particulier de la durée minimale de carrière.

C'est la politique du bonneteau, où on croit qu'on va gagner alors qu'on va perdre, de l'illusion et de l'austérité maintenue envers et contre tout. Selon la ministre de la Fonction publique elle-même, le gel du point d'indice a permis de faire 7 milliards d'économies budgétaires, et l'augmentation du point d'indice prévue par le gouvernement ne sera « *sans doute pas à la hauteur* » des demandes des organisations syndicales.

Seul le rapport de force permettra de sortir de ces règles du jeu biaisées, où toute mesure en faveur des fonctionnaires se retourne contre eux parce qu'ils la financent de leur propres deniers.

C'est un rattrapage du point d'indice bien plus conséquent qui est nécessaire, et nous l'exigerons tous ensemble le 26 janvier dans la grève et dans la rue.

La carte des manifestations et rassemblements du 26 janvier sur tout le territoire : tu trouveras sur le lien suivant <http://www.spterritoriaux.cgt.fr/spip.php?rubrique1374>

A Paris, la manifestation aura lieu de la Place du 18 juin (Métro Paris Montparnasse) jusqu'à l'Esplanade des Invalides.

[A Paris, le rendez-vous CGT-Culture est prévu à partir de 14 heures au début du boulevard Montparnasse, côté rue de l'Arrivée, derrière la CGT Santé et Action sociale.](#)